

La Géorgie a-t-elle réveillé la guerre froide ? Jeux dangereux dans le Caucase¹

Le conflit entre la Géorgie et la Russie a permis à celle-ci de faire une démonstration de force et de montrer qu'elle n'entend plus laisser ronger, à ses frontières, ce qu'elle considère comme sa « profondeur stratégique ». Mais il marque aussi une étape de plus dans le bras de fer de plus en plus musclé qui oppose Moscou à Washington. Une situation à haut risque qui interpelle l'Europe.

Avec l'arrivée de la Mission de surveillance de l'Union européenne (MSUE) en Géorgie, une nouvelle étape dans le face à face avec la Russie s'est ouverte dans le Caucase. Le déploiement, début octobre, de 200 observateurs, gendarmes et policiers envoyés par la grande majorité des Etats européens, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Italie la Pologne et l'Allemagne, est censé marquer l'entrée en application de l'accord du 12 août signé à l'époque par les gouvernements géorgien et russe. Ce document, si controversé et qui a longtemps fait l'objet d'interprétations contradictoires, prévoit le retrait rapide des forces russes des zones dites « adjacentes » à l'Ossétie et à l'Abkhazie séparatistes. En clair, des zones tampons investies par les troupes de Moscou.

La région pourrait ainsi vivre une période de détente. Certainement pas de sérénité.

La crédibilité de la MSUE, son efficacité non armée et dont le rôle doit se réduire au mieux à celui d'une « force de dissuasion », au moins de témoignage, son efficacité restent donc fort aléatoires. Or, dans un deuxième temps, la mission devrait poursuivre son mandat dans les provinces sécessionnistes. Mais la Russie a d'ores et déjà annoncé sa décision de stationner des milliers de militaires dans les deux enclaves qu'elle a déjà reconnu diplomatiquement. Et qui partant, ne font plus partie aux yeux de Moscou de la république de Géorgie. Pas question donc d'en revenir au statu quo ante, à la situation qui prévalait avant le conflit.

« Champ rasé »

Le 7 août, Tbilissi lançait une offensive militaire en Ossétie du Sud. Les Russes répliquaient aussitôt, comme dans un scénario bien huilé. Il est vrai que l'effet de surprise pouvait difficilement jouer. On peut en effet évoquer la chronique d'un conflit annoncé. Plusieurs mois avant le conflit, la presse géorgienne mettait en garde les autorités du pays. « *Toute tentative de restaurer militairement notre intégrité territoriale conduirait à une catastrophe* » écrivait ainsi le quotidien *24 Saati*. Constatant « *une donnée essentielle, c'est que la Russie est l'acteur central du conflit. Une évolution militaire arrangerait les autorités russes, qui savent parfaitement que la Géorgie pourrait dire adieu à son intégration dans l'Occident.* » Alors, quelle mouche a piqué le président Saakachvili ? Pourquoi a-t-il délibérément choisi d'ignorer les conseils de ceux qui lui prêchaient « *patience et diplomatie efficace* » ?

Quels qu'en soient les auteurs, les provocations sur le terrain se multipliaient depuis des mois, les séparatistes accusant les autorités géorgiennes d'avoir fomenté des attentats sanglants pour provoquer une riposte et des hostilités armées. Tbilissi avait renvoyé la balle aux responsables ossètes et abkhazes, et même évoqué la main de Moscou.

Pour leur part, les Ossètes du Sud avaient quelques raisons de s'attendre à l'attaque. Depuis plusieurs semaines, la tension montait et de premiers bombardements avaient eu lieu début août. Selon de

¹ Analyse parue dans le N° 349 du *Journal du mardi*, 7 octobre 2008.

nombreux témoignages, les habitants de Tskhinvali avaient aménagé leurs caves en abri. Quelques jours plus tard, l'opération « Champ rasé » était lancée.

Mauvais calcul

Le tout devait être plié en deux temps, trois mouvements. Une simple et rapide opération de police pour mettre aux pas les sécessionnistes ossètes. L'immédiate contre-offensive de Moscou, qui arme et entraîne les séparatistes, allait ruiner ses espoirs. En deux jours, Tskhinvali, presque entièrement rasée par les bombardements, échappait à nouveau à la Géorgie. C'est en vain que la ministre géorgienne des Affaires étrangères, Eka Tkechelachvili demandait une « aide urgente » pour « arrêter l'invasion russe, arrêter la violence ». Certains estimaient que, confronté à une forte opposition intérieure, le président Saakashvili avait voulu profiter des Jeux olympiques pour mettre en application la promesse faite depuis son accession au pouvoir, en 2004, de rétablir la souveraineté nationale sur l'Ossétie du Sud. Mauvais calcul. Les Occidentaux, sur le soutien desquels Tbilissi pensait pouvoir compter en raison notamment de sa volonté d'adhérer à l'OTAN, se sont contentés de s'indigner. Rapidement « Certains signes (indiquaient) que Saakashvili se rend compte du caractère limité de l'aide qu'il peut attendre des Américains en échange du soutien que son pays leur a apporté dans la guerre en Irak », résumait le *New York Times*.

Le premier ministre russe Poutine rentrait d'urgence des JO pour gérer la crise depuis la capitale d'Ossétie du Nord, annonçait que la Géorgie avait porté « un coup mortel » à sa propre intégrité territoriale, et qu'après l'attaque déclenchée par Tbilissi, il était « difficile de s'imaginer comment il sera possible (de convaincre l'Ossétie du Sud de faire partie de l'État géorgien) ».

Le 17 septembre, M. Saakashvili avait beau commencer son discours annuel devant les députés en rendant hommage au peuple, le véritable "héros" de la guerre, ainsi qu'à l'OTAN et aux Etats-Unis, accusant les autorités russes de « détruire la démocratie géorgienne » et de « contrôler totalement le Caucase », il pouvait mesurer le poids de sa solitude. D'abord, bien peu nombreux furent ceux qui n'attribuèrent pas au président géorgien la responsabilité d'avoir mis le feu aux poudres. Fin septembre, de retour de Tbilissi, les sénateurs belges Christine Defraigne (MR) et Josy Dubié (Ecolo) ont sans ambages qualifié la Géorgie « d'agresseur », coupable de « crimes de guerre », invitant le gouvernement belge à mettre son veto à l'entrée du pays dans l'OTAN.

Mais aussi l'offensive contre l'Ossétie du Sud s'est aussitôt transformé en un piège fatal qu'il a lui-même tendu. Et Moscou a pu, à peu de frais, donner une leçon brutale à son voisin du sud et, au-delà, aux pays de la région tentés par un rapprochement avec l'OTAN.

L'appui des Etats-Unis

Le président géorgien ne serait-il donc qu'un fumiste inconscient ? Dès le 20 août, le *Canard enchaîné* dévoilait un document des services secrets français révélant que les Etats-Unis étaient au courant des préparatifs de l'offensive géorgienne et que « des officiers américains ont mis la main à la pâte », que c'est « sur la suggestion de ces officiers que les Géorgiens ont lancé des centaines de missiles sur la capitale ossète. »² Selon le chercheur canadien Michel Chossudovski (Université d'Ottawa), il n'y a pas de hasard si l'attaque est survenue « une semaine après que les Etats-Unis et la Géorgie aient terminé

² Les Etats-Unis arment et entraînent depuis longtemps l'armée géorgienne à qui elle a fourni des armements sophistiqués. En contrepartie, Tbilissi a envoyé en Irak un important contingent, rapatrié depuis le récent conflit.

leurs imposantes manœuvres militaires » et après, fin juillet, « d'importantes réunions sous l'égide du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie), une alliance régionale militaire parrainée par les Etats-Unis et l'OTAN.

Le spécialiste français des questions de stratégie, Alain Joxe, dit avoir entendu les dirigeants géorgiens s'étonner de la réaction des Russes. « *Saakachvili était-il assez bête pour penser que les Russes n'allaient pas réagir ? Ou l'a-t-il fait parce que, côté américain, on lui a dit que Moscou n'allait pas bouger ?* » L'entourage du président Sarkozy lui-même a estimé que « Saakachvili a commis une folie ».

Il semble donc admis que, sans l'aval de Washington, le président géorgien n'aurait pas tenté l'aventure, permettant ainsi à la Russie de se présenter comme un acteur incontournable dans une région qu'elle considère, répétons-le, comme sa profondeur stratégique.

Un verrou stratégique

C'est que le Caucase est considéré comme un enjeu majeur, tant par Moscou que par les Etats-Unis. Les données sont connues. Arrivé au pouvoir en novembre 2003, Mikhaïl Saakashvili, a inscrit la réintégration de l'Ossétie du Sud à la Géorgie, ainsi que l'intégration de cette dernière à l'Otan au rang de ses priorités politiques. Des priorités réaffirmées avec force au lendemain de sa réélection entachée de fraudes, en janvier 2008 à la tête d'un État écrasé par les difficultés économiques et gangrené par la corruption. Il est soutenu dans son entreprise par les États-Unis, qui depuis le début des années 1990, s'intéressent fortement au Caucase, verrou stratégique entre l'Europe et l'Asie, région regorgeant de surcroît de pétrole et de gaz. Plus généralement, les États-Unis poursuivent dans cette région une stratégie qui s'inspire des idées développées par Zbigniew Brzezinski, à la fois de dépeçage de l'ex-URSS et d'encercllement de la Russie. Cette stratégie menée sous couvert de démocratie et de respect des droits de l'Homme n'est pas étrangère au nationalisme à fleur de peau de la Russie et nourrit l'autoritarisme des présidents russes envers leur opposition. Elle ne peut qu'exciter le Kremlin. Et il est utile, ici, de se remémorer le fameux discours tenu par Vladimir Poutine le 10 février 2007 à Munich. Une attaque en règle de la politique géostratégique américaine.

« Le monde », avait-il affirmé, assiste à « une hyper-utilisation de la force presque sans limites (...) les Etats-Unis débordent de leurs frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international... Ceci alimente une course aux armements, avec le souhait de pays de se doter d'armes nucléaires... Ainsi, l'équilibre n'existera plus du tout. Ce qui veut dire que l'une des parties aura les mains libres pour des conflits locaux, et probablement globaux. » Et pour monter qu'elle ne bluffait pas, la Russie décidait de cesser d'appliquer le traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), une des clés de voûte de la sécurité en Europe et qui limite les forces militaires qui peuvent être déployées de l'océan Atlantique aux montagnes de l'Oural. Une réponse, annoncée de longue date, à l'expansion militaire de l'OTAN et notamment au projet américain de déploiement d'un bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque.

Prudence européenne

Face à cette dangereuse montée des tensions, l'Europe dans cette affaire, n'a évidemment pas les mêmes intérêts et, sans doute, la même vision que les Etats-Unis, « *taraudés*, estime Alain Joxe, spécialiste français des questions stratégiques, *par un syndrome d'échec, avec au moins trois guerres qui ne marchent pas comme ils l'auraient souhaité* », en Irak, en Afghanistan et peut-être demain contre l'Iran. Et qui se disent que « *au fond, pour réaffirmer leur leadership, le meilleur moyen était de*

réchauffer le bon vieux diable russe. »³ Les grandes capitales européennes ont d'ailleurs fait montre d'une grande prudence. En refusant de s'aligner sur Washington qui l'invitait à revoir sa coopération avec la Russie, l'UE a choisi de jouer la carte de l'apaisement. Elle avait déjà, au printemps dernier, aidé à prolonger le séjour de la Géorgie dans l'antichambre de l'Alliance atlantique. « *Sans cette clairvoyance, l'OTAN se trouverait aujourd'hui impliqué directement dans une guerre qui n'est pas la sienne* » a justement commenté le quotidien financier parisien La Tribune. Et certains résumant ainsi la situation actuelle : « *derrière cette guerre géorgo-ossète se cache sans doute le premier conflit entre les Etats-Unis et la Russie depuis la fin de l'URSS.* »⁴ La formule est sans doute exagérée, et personne ne peut présumer de ce que sera l'après-Bush.

Pour l'heure, répétons-le, la Russie, peu encline à renouer un véritable dialogue avec l'administration US sortante, a voulu mettre en scène une démonstration de force qu'elle veut à la mesure de l'agressivité américaine. Récemment encore, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov en a rappelé les plus récentes aspérités : bouclier antimissile, bases américaines en Roumanie et Bulgarie, projet de rapprocher l'Ukraine et la Géorgie de l'OTAN, et d'installer des radars dans la région baltique. En clair, les dirigeants de Moscou n'entendent plus laisser ronger leur puissance retrouvée à ses frontières.

Absurde escalade

Tout cela constitue un jeu dangereux. Le 19 août, les 26 pays membres de l'OTAN décidaient la création d'une commission OTAN-Géorgie afin de resserrer les liens. A la mi-septembre, une délégation de l'Alliance atlantique a tenu à Tbilissi la première réunion de cette commission. Son président, Jap de Hoop Scheffer, n'a pas manqué d'affirmer que l'accord UE-Russie autorisant une présence russe en Ossétie du Sud et en Abkhazie allait à l'encontre des décisions de l'OTAN

Réponse du berger à la bergère, en réaction à la présence de navires de guerre en mer Noire durant le conflit géorgien, Moscou a envoyé deux bombardiers au Venezuela et sa marine de guerre dans la mer des Caraïbes. La presse de Moscou a cru pouvoir annoncer le stationnement de bombardiers stratégiques à Cuba. Information, certes, aussitôt démentie. Jusqu'où ira cette absurde escalade ?

Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris, spécialiste du Caucase, Jacques Sapir concède que la rapide décision russe de reconnaître les provinces séparatistes est unilatérale. Mais elle ne l'est pas moins « *que la décision des pays qui ont reconnu l'indépendance du Kosovo, ouvrant une boîte de Pandore. Elle n'est pas plus unilatérale que la décision des Etats-Unis d'attaquer l'Irak en 2003. Le véritable problème est que nous avons une rupture du droit international de façon répétée depuis 2001 par les puissances occidentales.* »

Alors que le monde est confronté à d'énormes défis en matière économique, écologique ou énergétique, l'humanité a un besoin vital d'une conception des relations internationales délestée des politiques de puissance héritées du siècle dernier. L'Europe, une fois encore au centre du jeu, est confrontée à une énorme responsabilité pour aider à éviter toute autre fuite en avant dans un improbable enchaînement guerrier. L'occasion lui est donnée de montrer sa capacité à jouer une partition originale entre les deux anciennes hyperpuissances de la guerre froide, aujourd'hui reparties

³ « Les dirigeants géorgiens ont été poussés par Washington ». L'Humanité du 26 août 2008.

⁴ « Le conflit Est-Ouest au cœur du Caucase ». Le Monde du 9 août 2008.

sur le chemin de la confrontation. Mais il s'agirait alors d'une autre Europe que celle qui se noie aujourd'hui dans l'impuissance et les contradictions.

Ossétie : quelques repères chronologiques

- **Novembre 1989.** L'Ossétie du Sud déclare son autonomie vis-à-vis de la République socialiste soviétique de Géorgie. S'ensuivent trois mois de combats.
- **Juin 1992.** Les dirigeants russes, géorgiens et ossètes signent un armistice. Ils créent une « force de paix » tripartite.
- **Novembre 1993-1996.** L'Ossétie du Sud rédige sa première Constitution et élit son premier président en novembre 1996.
- **2002.** L'Ossétie du Sud demande à Moscou de reconnaître son indépendance et de l'intégrer à la Fédération de Russie.
- **Janvier 2004.** Élection de Mikheïl Saakachvili. Le rattachement, par la force, de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie à la Géorgie est une priorité de son programme.
- **Avril 2008.** La Géorgie est « l'hôte d'honneur » du sommet de l'OTAN de Bucarest.
- **4 août 2008.** Les Ossètes du Sud affirment que l'artillerie géorgienne a tué au moins six personnes dans des bombardements.
- **8 août.** Attaque de l'armée géorgienne contre l'Ossétie du Sud. Bombardements russes contre les positions géorgiennes autour de Tskhinvali et sur plusieurs villes géorgiennes. Appels internationaux à l'arrêt des hostilités.
- **9 août.** Violents combats en Ossétie du Sud, bombardements russes en Géorgie. Offensive des troupes de l'Abkhazie contre les gorges de Kodori. Le président géorgien propose un cessez-le-feu à la Russie.
- **10 août.** Poursuite des attaques géorgiennes en Ossétie du Sud et des bombardements russes. Tbilissi annonce l'envoi de 10 000 soldats russes supplémentaires en Géorgie. Tskhinvali est sous contrôle de l'armée russe. La Géorgie retire ses forces de l'Ossétie du Sud.